

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	20	5

N° de la séance : 06

Objet de la délibération : Direction de la Cohésion Sociale - Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - Convention de mise à disposition de locaux avec la Commune de Biot - Renouvellement

- ☒ Original
- Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2018.049

Date de la convocation :

Le 06/03/2018

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **19 MARS 2018**

de la réception s/Préfecture
en date du **20 MARS 2018**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 12 mars 2018

L'an deux mil dix-huit et le 12 mars à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

PROCURATION :

Richard RIBERO à Damien BAGARIA

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Jean-Bernard MION, Joseph LE CHAPELAIN, Claude BERENGER

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003 d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions d'insertion par l'économique ainsi que la création d'un Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE).

Par délibération en date du 15 juin 2015, le Conseil Communautaire a approuvé le projet de création du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de la CASA. Ce dernier a été renouvelé pour la période 2018-2020 par délibération en date du 19 février 2018.

Opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2015, le PLIE est un dispositif visant l'accompagnement vers l'insertion professionnelle des personnes les plus en difficulté. Il s'agit d'un service de proximité qui intervient sur la totalité du territoire de la CASA par des permanences assurées par les référents sur plusieurs communes.

Dans ce cadre, la commune de Biot met à la disposition de la C.A.S.A. les locaux suivants :

- Bureau d'entretiens de 9 m2, Mairie principale située 8/10 route de Valbonne - 06410 Biot.

Il est convenu que ces locaux seront utilisés dans le cadre d'accompagnements socio-professionnels des demandeurs d'emploi menés par le personnel du service PLIE de la CASA.

La mise à disposition de ces locaux susmentionnés est consentie à titre gracieux jusqu'au 31 décembre 2018 et pourra être reconduite tacitement jusqu'au 31 décembre 2020.

Une convention fixant les modalités de cette mise à disposition est proposée à l'approbation du Bureau Communautaire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 14 avril 2014 qui donne délégation au Bureau Communautaire pour « prendre toutes décisions en matière de mise à disposition de locaux et de terrains relevant du domaine public ou de tous autres éléments mobiliers du patrimoine »,

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition d'un local entre la commune de Biot et la C.A.S.A., dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition d'un local entre la commune de Biot et la C.A.S.A., dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 12 mars 2018
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

ENTRE

LA COMMUNE DE BIOT

ET

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SOPHIA ANTIPOLIS
(CASA)

ENTRE :

La commune de BIOT représentée par Madame Guilaine DEBRAS, agissant en qualité de Maire, dûment habilitée aux présentes conformément au procès-verbal d'élection du 4 Avril 2014, dénommée « La commune » dans la présente convention.

D'UNE PART,

ET

La Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis dont le siège social est fixé à la Mairie d'Antibes, BP 2205, 06600 Antibes, représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant en qualité de Président, dûment habilité par délibération du Bureau Communautaire en date du 12 mars 2018 dénommée « la CASA » dans la présente convention.

D'AUTRE PART,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

La commune de Biot,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16 avril 2014 et notamment son point 5 donnant délégation du Conseil Municipal au Maire pour l'application de l'article L2212-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Article 1^{er} : Conditions générales

La commune met à disposition de la CASA, le local dont elle est propriétaire et accès suivants :

- Bureau d'entretien de 9 m² dans la Mairie Principale, située 8/10 route de Valbonne, 06410 Biot.

Il est à noter qu'en fonction des besoins de la mairie, cette dernière pourra disposer de la salle normalement prévue pour la CASA et proposer une autre salle à la place. La mairie informera la CASA de ce changement dans un délai raisonnable.

La CASA s'engage à n'utiliser les salles ci-dessus désignées qu'en vue de l'objet annoncé à l'article 3 de la présente convention et de satisfaire aux obligations suivantes :

- Restituer en l'état les lieux et le matériel à disposition, dont l'inventaire est joint en annexe;
- Respecter l'ordre public, l'hygiène et les bonnes mœurs.

Article 2 : Remise des locaux

La CASA prend les lieux dans leur état. Elle ne pourra exiger aucune réparation ou modification dont la commune demeure seule juge.

La CASA déclare connaître parfaitement l'état des locaux qu'elle est autorisée à utiliser, et s'interdit toute réclamation ou tout recours qui seraient fondés sur le caractère impropre de ces biens à leur destination.

Article 3 : Destination des locaux et programme d'utilisation

Le local ci-dessus désigné pourra être utilisé par la CASA dans le cadre d'accompagnement socio-professionnel de demandeurs d'emploi avec le personnel du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de la CASA selon le programme suivant :

- Le vendredi en Mairie Principale, de 8h30 à 17h00

Il est convenu que le local sera accessible uniquement pendant les horaires d'ouverture de la mairie.

Article 4 : Utilisation courante des locaux

L'utilisation des locaux devra se faire conformément aux prescriptions des services communaux.

Après chaque utilisation, la CASA veillera notamment :

- à l'extinction de toutes les lumières,
- à la propreté des lieux

Article 5 : Dispositions relatives à la sécurité

La commune s'engage à maintenir en état de fonctionnement et de sécurité le local concerné et à prendre en charge les frais de maintenance du bâtiment, à assumer directement la responsabilité des installations techniques.

La commune prend en charge : les travaux qui incombent à tout propriétaire d'immeuble afin que le local soit en état d'être utilisé ; les impôts locaux ; les assurances concernant le bâtiment.

La CASA reconnaît :

-Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité et s'engage à les respecter

-Avoir procédé, avec les services de la commune, à une visite du site où se trouve le local utilisé, constaté l'emplacement des dispositifs de secours et d'alarme et reconnu les itinéraires d'évacuation et les issues de secours.

ARTICLE 6 – Responsabilité & Assurance

La CASA atteste être titulaire d'un contrat d'assurance en cours de validité. Cette assurance couvre les risques inhérents à l'occupation d'un local, aux activités exercées et au matériel utilisé mis à sa disposition et lui appartenant, y compris vis-à-vis des tiers.

La CASA est directement responsable des locaux et du matériel mis à sa disposition. En cas de dégradations ou de vol, sa responsabilité pourra être engagée.

La CASA fournira les attestations d'assurance conformes aux obligations du présent article.

Conformément à l'Article L 2131-10 du Code général des collectivités territoriales, la commune ne peut renoncer à exercer toute action en responsabilité à l'égard de la CASA pour les dommages que celle-ci pourrait causer.

La responsabilité des agents territoriaux travaillant dans ces lieux ne pourra en aucun cas être engagée en lieu et place de l'Utilisateur.

Article 7 : Modification des locaux

En aucun cas la CASA n'est autorisée à apporter une quelconque modification aux locaux et installations.

Si le besoin s'en fait sentir, la CASA est tenue d'en assurer la demande à la commune.

En cas d'accord, tous les frais seront à la charge du demandeur qui sera également tenu de remettre les lieux dans leur état initial en cas de résiliation de la présente convention, sauf décision contraire de la commune.

Article 8 : Dispositions financières

La commune autorise l'utilisation du local susmentionné à titre gracieux.

Article 9 : Durée de la Convention et modalités de résiliation

La présente convention est consentie à titre précaire et révocable, conformément aux articles L. 2122-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques, à compter du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018, elle pourra être reconduite par tacite reconduction annuellement jusqu'au 31 décembre 2020.

Au-delà de cette période, les parties se réuniront pour envisager les modalités de poursuite de leurs relations.

La présente convention pourra être résiliée :

- Par l'une ou l'autre des parties en cas de non respect de l'une ou plusieurs clauses de la présente convention ou des lois et règlements régissant les relations entre les collectivités. La résiliation se par courrier recommandé avec accusé de réception, ou remis par un agent assermenté. La résiliation ne sera effective qu'à l'expiration d'un délai d'un mois.
- Par la commune, à tout moment pour cas de force majeure ou pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement des services municipaux ou de l'ordre public, par lettre recommandée avec préavis d'une semaine.
- Par la CASA, par lettre recommandée avec préavis d'une semaine.

Dès que la résiliation deviendra effective, la CASA perdra tout droit à l'utilisation des locaux et des matériels, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation du préjudice qu'elle pourrait subir du fait de la résiliation.

Article 10 : Arbitrage – Contentieux

La CASA sera personnellement responsable des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention. Elle devra notamment répondre à des dégradations causées au local mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance et commises tant par elle que par ses membres ou préposés, ou toute personne effectuant des travaux ou des interventions pour son compte.

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux devra être porté devant le tribunal Administratif de Nice s'agissant d'une convention comportant usage de dépendance du domaine public.

FAIT A BIOT, EN 3 EXEMPLAIRES ORIGINAUX, LE

La Commune

La CASA

Guilaine DEBRAS
Maire

Jean LEONETTI
Président

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 12/03/2018
Numéro : BC_2018_049
Nature : DE - Deliberations
Objet : Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - Convention de mise à disposition de locaux avec la Commune de Biot - Renouvellement
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : N3OUJik

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 20/03/2018
Identifiant : 006-240600585-20180312-BC_2018_049-DE

Acte reçu

Date : 12/03/2018
Numéro interne : BC_2018_049
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - Convention de mise à disposition de locaux avec la Commune de Biot - Renouvellement
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180312-BC_2018_049-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_DE-006-240600585-20180312-BC_2018_049-DE-1-1_2.PDF

N